



**PRÉFET
DE LA DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°24-2025-043**

PUBLIÉ LE 20 JUIN 2025

Sommaire

DDT /

24-2024-11-20-00003 - Arrêté médailles agricoles janvier 2025 (4 pages) Page 4

DDT / SEER

24-2025-06-19-00005 - Arrêté n° DDT/SEER/EMN/25-3601 FIXANT LA LISTE, LES PÉRIODES ET LES MODALITÉS DE DESTRUCTION DES ANIMAUX CLASSES LOCALEMENT COMME "SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS" DANS LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE POUR LA SAISON CYNÉGÉTIQUE 2025-2026 (3 pages) Page 9

DDT / SETAF

24-2025-06-13-00001 - AP CDOA pleniére 2025 (4 pages) Page 13

24-2025-06-13-00002 - AP CDOA-section-specialisee 2025-06-13 (3 pages) Page 18

24-2025-06-13-00003 - arrêté 2025 portant nomination membres CDOA GAEC (3 pages) Page 22

24-2025-05-27-00001 - ARRETE composition CDPENAF 2025 (3 pages) Page 26

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations /

24-2025-06-12-00005 - DDETSPP 24 : Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au Docteur vétérinaire Patricia FERNANDEZ CABA (2 pages) Page 30

24-2025-06-12-00004 - DDETSPP 24 : Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au Docteur vétérinaire SALVATELLA Guillaume (2 pages) Page 33

24-2025-05-22-00008 - Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne DEVROEDE MYLENE (2 pages) Page 36

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations / Solidarités Logement Insertion (SLI)

24-2025-06-18-00003 - Arrêté fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales pour le département de la Dordogne (6 pages) Page 39

24-2025-06-13-00010 - Arrêté portant programmation des évaluations de la qualité des Ets et services sociaux et médico-sociaux relevant du c) de l'article L (8 pages) Page 46

Préfecture de la Dordogne / Bureau de la sécurité routière

24-2025-06-16-00001 - Arrete CSSR PermisAPoints (2 pages) Page 55

24-2025-06-18-00002 - Arrete petit train touristique John BOST 2025 (2 pages) Page 58

Préfecture de la Dordogne / CABINET

24-2025-06-19-00001 - Arrêté portant interdiction d'achat, de vente, de transport et d'utilisation d'articles de divertissement et d'engins pyrotechnique et de transport et d'utilisation de liquide inflammable à l'occasion de la fête de la musique (3 pages) Page 61

24-2025-05-15-00007 - VIDEOPROTECTION-INFORM RESEAUX COM FORMATION-IRCF-MARSAC SUR L'ISLE-arrêté-1992-15052025 (2 pages)	Page 65
24-2025-05-15-00006 - VIDEOPROTECTION-SNC DARTY GRAND OUEST-Darty Périgueux-BOULAZAC ISLE MANOIRE-arrêté-2037-15052025 (2 pages)	Page 68
Préfecture de la Dordogne / DCL	
24-2025-06-13-00005 - Arrêté prorogation délais DETR23 Colombier (2 pages)	Page 71
24-2025-06-13-00006 - Arrêté prorogation délais DETR23 Colombier local (2 pages)	Page 74
24-2025-06-13-00007 - Arrêté prorogation délais Liorac DETR 2023 (2 pages)	Page 77
24-2025-06-13-00008 - Arrêté prorogation délais Paussac St Vivien DETR24 (2 pages)	Page 80
24-2025-06-13-00009 - Arrêté prorogation délais Vanxains DETR23 (2 pages)	Page 83
Préfecture de la Dordogne / Scppat	
24-2025-06-18-00001 - Renouvellement habilitation au certificat de conformité - SARL EC&U (2 pages)	Page 86
Préfecture de la Dordogne / SIDPC	
24-2025-06-19-00004 - arrêté de modification piste (5 pages)	Page 89

DDT

24-2024-11-20-00003

Arrêté médailles agricoles janvier 2025

ARRETE N° **du** 20 NOV. 2024
accordant la médaille d'honneur agricole
à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2025

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;

VU le décret 84-1110 du 11 décembre 1984 modifié relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole ;

VU l'arrêté du 11 décembre 1984 autorisant les préfets à décerner les médailles d'honneur agricoles ;

A l'occasion de la promotion du 1er janvier 2025 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Adresse : Services de l'Etat en Dordogne – DDT
2, rue Paul Louis Courier – CS 39 000
24 024 Périgueux cedex
Tél : 05 53 02 24 24 – www.dordogne.gouv.fr



web

Article 1 : la médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

Monsieur DUPRAT-MONCAUT Didier,
Porcher, SCEA LE BOIS BARRAT, SAINT CREPIN ET CARLUCET

Madame GAILLARD Marie-José,
Opératrice tri-conditionnement, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame GODET Laetitia,
Chargée de clientèle agricole, CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CENTRE-ATLANTIQUE, NIORT

Monsieur HAMIDECHE Francis,
Ouvrier agroalimentaire, DELMOND FOIES GRAS, BOULAZAC ISLE MANOIRE

Monsieur LAGARDE Rémy
Animateur d'équipe coordonnateur famille, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, PERIGUEUX

Monsieur MAGNE Dominique,
Cariste, COOPERATIVE FRUITIERE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame PECON Delphine,
Opératrice tri-conditionnement, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame TEILLIER Émilie,
Conseillère en développement, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD, SAINT-LAURENT-DES-VIGNES

Madame THEBAULT Nelly,
Employée, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, PERIGUEUX

Madame VEDRENNE Hélène,
Analyste vie du crédit, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD, SOYAUX

Article 2 : la médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

Monsieur BARNAGAUD Hervé,
Conseiller en prévention, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, BERGERAC

Madame BARTHELEMY Karine,
Employée de banque, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD,
SAINT-LAURENT-DES-VIGNES

Madame DETRIEUX Cristelle,
Opératrice tri-conditionnement, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame GRANGIER Sandrine,
Salariée, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, PÉRIGUEUX

Madame LAVAL Celine,
Employée, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, PÉRIGUEUX

Madame LAVERSANNE Martine,
Cheffe d'équipe, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame MEYMERIE Marie Pierre,
Chargée de missions de protection juridique, CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES
AGRICOLLES CENTRE-ATLANTIQUE, NIORT

Madame MULCEY Jacqueline,
Chargée de missions de protection juridique, CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES
AGRICOLLES CENTRE-ATLANTIQUE, NIORT

Madame PERRIN Marie-Laure,
Responsable comptable, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Monsieur PONGE Patrick Valérien Georges,
Cadre bancaire, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD, SAINT-
LAURENT-DES-VIGNES

Article 3 : la médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

Madame AGARD Cecile,
Technico-commerciale majeurs protégés famille, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
CHARENTE-PERIGORD, SAINT-LAURENT-DES-VIGNES

Monsieur HIVER Eric,
Employé de banque, CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD,
SOYAUX

Madame LAPOUGE Veronique,
Agente de nettoyage expérimentée, COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU LIMOUSIN, VARS-SUR-ROSEIX

Madame VAYSSIER Marie-Line,
Conseillère bancaire, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-PERIGORD,
SOYAUX

Madame ZARANDONA Sandrine,
Employée de bureau, MSA DORDOGNE LOT ET GARONNE, PERIGUEUX

Article 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

Madame BELON Laurence,
Technicienne d'assurance, CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CENTRE-
ATLANTIQUE, NIORT

Article 5 :

Le secrétaire général et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Le préfet



DDT

24-2025-06-19-00005

Arrêté n° DDT/SEER/EMN/25-3601 FIXANT LA
LISTE, LES PÉRIODES ET LES MODALITÉS DE
DESTRUCTION DES ANIMAUX CLASSES
LOCALEMENT COMME "SUSCEPTIBLES
D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS" DANS LE
DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE POUR LA
SAISON CYNÉGÉTIQUE 2025-2026

**ARRÊTÉ N° DDT/SEER/EMN/25-3601 FIXANT LA LISTE, LES PÉRIODES ET LES MODALITÉS DE
DESTRUCTION DES ANIMAUX CLASSÉS LOCALEMENT COMME « SUSCEPTIBLES
D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS » DANS LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE
POUR LA SAISON CYNÉGÉTIQUE 2025-2026**

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.427-8 à L.427-9, L.427-10 et R.422-88, R.427-6 à R.427-28 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de Mme AUBERT Marie en qualité de préfète de la Dordogne ;
Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise de gibier vivant dans un but de repeuplement ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 1987 complété par l'arrêté du 12 août 1988 modifié relatif à l'homologation des pièges ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;
Vu l'arrêté ministériel du 04 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et appelants pour la chasse des oiseaux de passage et des gibiers d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;
Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 relatif au piégeage des animaux classés nuisibles ;
Vu l'arrêté ministériel du 03 avril 2012 modifié pris pour l'application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classées nuisibles par arrêté du préfet ;
Vu l'arrêté ministériel du 02 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
Vu l'arrêté du 02 novembre 2020 relatif au piégeage du sanglier ;
Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2023 pris pour l'application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD) ;
Vu l'avis émis le 14 mai 2025 par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage réunie en formation spécialisée relative aux animaux susceptibles d'occasionner des dégâts ;
Vu la consultation du public effectuée par voie électronique du 23 mai au 12 juin 2025 inclus sur le site internet des services de l'État en Dordogne, conformément aux dispositions des articles L.123-19-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant les conditions de chasse rendues difficiles en Dordogne sur certaines périodes de l'année eu égard aux évolutions des conditions météorologiques de ces dernières années (fortes chaleurs estivales) ou liées à la sécurité des personnes (forte affluence touristique sur certains secteurs du département) ;

Considérant la persistance des dégâts et l'augmentation du préjudice important aux activités agricoles ainsi qu'aux autres formes de propriété causées par le sanglier sur l'ensemble du département de la Dordogne ;

Considérant la nécessité de poursuivre le « piégeage » en l'étendant à l'ensemble des communes afin de permettre la réduction des dégâts occasionnés aux cultures par le sanglier ;

Considérant la présence significative du pigeon ramier dans le département de la Dordogne où, au-delà de ses mouvements migratoires, une augmentation de sa sédentarisation a été observée ;

Considérant que l'effarouchement visuel ou sonore du pigeon ramier ne donne pas toujours des résultats suffisants et que, de plus, l'effarouchement sonore engendre de nombreuses plaintes de riverains auprès des mairies et des services de l'État ;

Considérant que les dégâts causés de manière récurrente par le pigeon ramier et notamment les risques de dégâts en période sensible (semis) sont de nature à causer des dommages importants aux activités mentionnées à l'article R.427-6 du Code de l'environnement ;

Considérant le nombre de demandes de destruction et le bilan des prélèvements des actions menées pour la préservation des semis et des récoltes des cultures d'oléagineux et de protéagineux au cours de l'année 2024 et des années antérieures ainsi que l'intérêt de poursuivre la prévention des dommages aux activités agricoles ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

ARRÊTE :

Article 1er : Conformément à l'arrêté ministériel du 03 avril 2012, la liste des animaux classés localement comme « susceptibles d'occasionner des dégâts » **pour la saison cynégétique 2025-2026** dans le département de la Dordogne est établie comme suit :

Espèces	Lieux où l'espèce est susceptible d'occasionner des dégâts
Pigeon ramier (Columba palumbus)	Sur tout le département
Sanglier (Sus scrofa)	Sur tout le département
Lapin de garenne (Oryctolagus cuniculus)	Néant

Article 2 : Les modalités et formalités de destruction sont les suivantes :

Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ainsi que pour prévenir les dommages importants aux activités agricoles, forestières et aquacoles et à d'autres formes de propriété :

1° Le pigeon ramier (Columba palumbus) (palombe) peut être détruit à tir :

- du 1^{er} au 31 juillet 2025, sur autorisation individuelle, dès lors qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante et que l'un au moins des intérêts mentionnés au R.427-6 du Code de l'environnement est menacé, à poste fixe matérialisé de main d'homme.

Les tirs dans les nids et le piégeage sont interdits.

- du 21 février 2026 au 31 mars 2026 sans formalité particulière,

- du 1^{er} avril 2026 au 30 juin 2026, sur autorisation individuelle, dès lors qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante et que l'un au moins des intérêts mentionnés au R.427-6 du Code de l'environnement est menacé, à poste fixe matérialisé de main d'homme.

Les tirs dans les nids et le piégeage sont interdits.

2° Le sanglier (*Sus scrofa*) peut être piégé du 1^{er} juillet 2025 à la veille de l'ouverture générale de la chasse soit jusqu'au 13 septembre 2025 puis, du 1^{er} avril 2026 au 30 juin 2026 en respectant les formalités suivantes et sur autorisation individuelle délivrée par la préfète :

- seule est autorisée l'utilisation de piège appartenant à la catégorie 1 ;
- par un piégeur agréé ayant reçu, dans une fédération départementale des chasseurs, une formation de mise à mort par balle du sanglier capturé et étant détenteur d'une attestation de suivi de cette formation délivrée par son président ;
- sur proposition du président de la fédération départementale des chasseurs ou sur demande individuelle, sous supervision des opérations par la fédération départementale des chasseurs.

Article 3 : Formalité de l'autorisation individuelle de tir du pigeon ramier ou de destruction par piégeage du sanglier :

Les autorisations individuelles prévues pour la destruction par tir ou par piégeage sont délivrées sur demande écrite auprès de la préfète. Ces demandes sont présentées sur un imprimé-type dûment complété. Elles sont transmises à la direction départementale des territoires par mél ou par courrier.

Les demandes doivent préciser l'identité et la qualité du pétitionnaire, les motifs de la destruction et les terrains (lieux-dits) où elle aura lieu et être accompagnée de tout justificatif utile.

Pour le piégeage, le titulaire du droit de destruction (propriétaire, possesseur ou fermier) intervient personnellement ou fait procéder à la destruction en sa présence ou délègue par écrit à une ou plusieurs personnes de son choix le droit d'y procéder.

Le bénéficiaire d'une autorisation doit adresser à la direction départementale des territoires (DDT – Cité administrative – CS 74000 – 24053 PÉRIGUEUX Cedex ou ddt-seer-emn@dordogne.gouv.fr) un compte-rendu des destructions effectuées pour l'année cynégétique (bilan des prises arrêté au 30 juin), au plus tard au 30 septembre, **y compris si aucun prélèvement n'a été effectué.**

Le défaut du retour de ce compte-rendu à la DDT entraînera un non-renouvellement de l'autorisation pour l'année cynégétique suivante.

Article 4 : La venaison devra être soumise au respect des règles sanitaires en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication, d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche ou d'un recours juridictionnel devant le tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr »

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le président de la fédération départementale des chasseurs et les agents chargés de la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne. Chaque commune sera chargée de l'affichage en mairie.

Périgueux, le

19/6/25

La préfète



Marie ALBERT

DDT

24-2025-06-13-00001

AP CDOA pleniére 2025



Service économie des territoires
agriculture et forêt

**Arrêté n° 24-2025-
fixant la composition de la commission départementale
d'orientation de l'agriculture**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU les articles R. 313.1 à R. 313.8 du code rural et de la pêche maritime,

VU le décret 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,

VU l'arrêté préfectoral n° 061359 du 21 juillet 2006 instaurant la commission départementale de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral 24-2025-03-27-00007 du 27 mars 2025 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes départementaux du département de la Dordogne,

VU l'arrêté n° 24-2024-11-25-00021 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Christophe LEYSSENNE, directeur départemental des territoires de la Dordogne,

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne,

A R R E T E

Article 1

La commission départementale d'orientation de l'agriculture, instituée par l'article R. 313-1 du code rural, est placée sous la présidence de la préfète ou de son représentant et comprend :

- 1 - le président du Conseil régional ou son représentant,
- 2 - le président du Conseil départemental ou son représentant,
- 3 - le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- 4 - le directeur départemental des finances publiques ou son représentant,

5 - au titre du représentant du parc naturel régional périgord limousin (PNRPL) :

- M. Philippe FRANCOIS (*vice-président*)
sans suppléant désigné,

6 - au titre de la chambre d'agriculture :

- M. Cyril CONDEMINÉ
suppléé par :
- M. Julien BONAL,
- M. Cyprien BOUDOUX D'HAUTEFEUILLE
suppléé par :
- M. Rémy MAHU,
- M. Florent CLAUDEL
suppléé par :
- Mme Colette PRAUD,

7 - le président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant,

8 - au titre des activités de transformation des produits agricoles :

sociétés coopératives agricoles :

- M. Didier FOURCAUD
sans suppléant désigné,

9 - au titre des organisations syndicales représentatives d'exploitants agricoles :

au titre de la FDSEA :

- M. Vincent DURAND
suppléé par :
- M. Fabien JOFFRE
- M. Frédéric NAUZIN,

au titre des JA :

- M. Martin ROQUECAVE
suppléé par :
- M. Gaëtan POMPIDOU
- M. Guillaume TESTUT (*président*),

au titre de la confédération paysanne :

- M. Hubert GRIFFATON
sans suppléant désigné,
- Mme Christelle TEULET
sans suppléant désigné,

au titre de la coordination rurale – mouvement paysan :

- M. Florent SALIEN
suppléé par :
- M. Eric CHASSAGNE
- M. Raphaël BOST,
- M. Alain QUEYRAL
suppléé par :
- M. Sébastien HERAUD
- M. Yoann EBOTO,

10 - au titre des salariés agricoles :

- Mme Ségolaine YON
suppléée par :
- M. Jean-Marc BANIZETTE,

11 - au titre de la distribution des produits agro-alimentaires :

- M. Sébastien SIROUET (*Société EMADJA*)
suppléé par :
- M. Romuald PLANTADY (*SA COCHAME INTERMARCHE*)
- M. Jean-Marie BELLY (*SEPIBAT*),

et au titre du commerce indépendant de l'alimentation :

- M. Olivier COURRIER (*LA COUR DES VINS*)
suppléé par :
- M. Stéphan PICAGLIA
- M. Michel FERNANDEZ-PUENTE (*SARL LES FONTAINES*),

12 - au titre du financement de l'agriculture :

crédit agricole Charente-Périgord :

- Mme Sylvie DEJOS
suppléée par :
- M. Alain LARUE,

13 - au titre des fermiers métayers :

- M. Jean-Paul MORILLERE
suppléé par :
- M. Jean-Luc LALET
- M. Eric CHADOURNE,

14 - au titre des propriétaires agricoles :

- Mme Roselyne MICHAUD AUBISSE
suppléée par :
- M. Jean-Louis GREGOIRE
- M. Jean-Claude RATHIER,

15 - au titre de la propriété forestière :

- M. Alain DAVASE
suppléé par :
- M. Jean-Claude JAMBON
- M. Philippe FLAMANT,

16 - au titre des associations agréées pour la protection de l'environnement :

fédération départementale des chasseurs :

- M. Michel AMBLARD (*président*)
suppléé par :
- M. Yves CHETANEAU
- M. Jean-Paul DUBOS,

SEPANSO

- Mme Maï LAM
sans suppléant désigné,

17 - au titre de l'artisanat :

chambre de métiers et de l'artisanat :

- M. Christophe BEAUFILS
suppléé par :
- M. Didier GOURAUD (*président*),

18 - au titre des consommateurs :

Aucun représentant désigné,

19 - au titre des personnes qualifiées :

SAFER :

- M. Fabien JOFFRE (*président*)
suppléé par :
- Mme Stéphanie GRESSIER (*directrice*),

CERFRANCE :

- M. Philippe BOUCARD (*président*)
suppléé par :
- Mme Béatrice COUGNOT (*directrice*)
- M. Jean-Marc CONSTANT.

Article 2

Sur décision de son président, à l'initiative de celui-ci, ou sur proposition de la majorité des membres permanents, la commission peut inviter tout expert (sans droit de vote) compétent au regard de l'ordre du jour :

- le directeur de la chambre d'agriculture ou son représentant,
- le directeur de l'EPLPFA ou son représentant,
- la présidente d'Agrobio Périgord ou son représentant,
- l'animatrice du point info installation ou son représentant,
- les directeurs des centres de gestion (CERFRANCE Dordogne, COGEDIS) ou leurs représentants.

Article 3

Les membres de cette commission sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Article 4

L'arrêté préfectoral n° 24-2022-05-04-00001 du 04 mai 2022 est abrogé.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de L'État en Dordogne.

Périgueux, le **13 JUIN 2025**

Pour la préfète et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires



Christophe LEYSSENNE

Si l'arrêté est contesté, pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justificatifs à l'appui : soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ; soit un recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

DDT

24-2025-06-13-00002

AP CDOA-section-specialisee 2025-06-13

Service économie des territoires,
agriculture et forêt

**Arrêté n° 24-2025-
fixant la composition de la section « structures »
de la commission départementale d'orientation de l'agriculture**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,
- Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
- Vu les articles R. 313-1 à R. 313-8 du code rural et de la pêche maritime,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2025-06-13-00001 du 13 juin 2025 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2025-03-27-00007 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes départementaux du département de la Dordogne,
- Vu l'arrêté n° 24-2024-11-25-00021 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Christophe LEYSSENNE, directeur départemental des territoires de la Dordogne,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Une section spécialisée dont la spécialisation et les compétences déléguées sont définies ci-dessous, est créée au sein de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. Elle rend compte de ses activités chaque année à la formation plénière de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

La **section " structures "**, exerce notamment les compétences déléguées par la commission en matière d'examen des dossiers individuels dans les domaines suivants :

- autorisation préalable d'exploiter dans le cadre du contrôle des structures,
- autorisation temporaire de poursuite d'activité.

Cette section est placée sous la présidence de la préfète ou de son représentant.

Sont membres de cette section :

- le président du conseil départemental ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le directeur départemental des finances publiques ou son représentant,
- le président de la caisse de la mutualité sociale agricole ou son représentant,
- le président de la chambre d'agriculture ou ses représentants,
- au titre de la chambre d'agriculture :
 - M. Cyril CONDEMINÉ
suppléé par :
 - M. Julien BONAL,
 - M. Cyprien BOUDOUX D'HAUTEFEUILLE
suppléé par :
 - Mme Colette PRAUD,
- au titre des organisations syndicales représentatives d'exploitants agricoles :
 - au titre de la FDSEA :
 - M. Vincent DURAND
suppléé par :
 - M. Fabien JOFFRE
 - M. Frédéric NAUZIN,
 - au titre des JA :
 - M. Martin ROQUECAVE
suppléé par :
 - M. Gaëtan POMPIDOU
 - M. Guillaume TESTUT (*président*),
 - au titre de la confédération paysanne :
 - M. Hubert GRIFFATON
sans suppléant désigné,
 - Mme Christelle TEULET
sans suppléant désigné,
 - au titre de la coordination rurale – mouvement paysan :
 - M. Florent SALIEN
suppléé par :
 - M. Eric CHASSAGNE
 - M. Raphaël BOST,
 - M. Alain QUEYRAL
suppléé par :
 - M. Sébastien HERAUD
 - M. Yoann EBOTO,

- au titre du financement de l'agriculture :

crédit agricole Charente Périgord :

- Mme Sylvie DEJOS
suppléée par :
M. Alain LARUE,

- au titre des fermiers-métayers :

- M. Jean-Paul MORILLERE
suppléé par :
- M. Jean-Luc LALET
- M. Eric CHADOURNE,

- au titre des propriétaires agricoles :

- Mme Roselyne MICHAUD AUBISSE
suppléée par :
- M. Jean-Louis GREGOIRE
- M. Jean-Claude RATHIER.

Article 2

Autres personnes invitées en qualité d'expert (sans droit de vote), à titre indicatif et pour les dossiers relevant de leur compétence :

- le directeur de l'EPLPFA ou son représentant,
- le directeur de la chambre d'agriculture ou son représentant (service juridique, service environnement et territoires),
- le chef de service de la SAFER ou son représentant.

D'autres personnes pourront être associées aux travaux de la section en fonction de l'ordre du jour des réunions.

Article 3

En cas de modification de la composition de la CDOA plénière, à la suite d'une démission ou d'un décès, cette modification s'appliquera, le cas échéant, à la composition de cette section spécialisée.

Article 4

L'arrêté préfectoral n° 24-2022-05-09-00006 du 09 mai 2022 fixant la composition des sections de la commission départementale d'orientation de l'agriculture est abrogé.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne.

Fait à Périgueux, le **13 JUIN 2025**
Pour la préfète et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires



Christophe LEYSSENNE

Si l'arrêté est contesté, pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer des justificatifs à l'appui : soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ; soit un recours hiérarchique auprès de M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

DDT

24-2025-06-13-00003

arrêté 2025 portant nomination membres CDOA
GAEC

**Arrêté n°24-2025-
fixant la composition de la formation spécialisée de la
commission départementale d'orientation de l'agriculture
consacrée à l'examen des seuls dossiers GAEC**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.323-1 à L.323-16, R.313-1, R.313-3, R.313-4 et R.323-8 à R.323-54 relatifs aux Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun (GAEC) ;

VU la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et notamment son article 11 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2015-215 du 25 février 2015 relatif aux conditions et modalités d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun et portant diverses dispositions d'adaptation réglementaire ;

VU le décret n° 2015-216 du 25 février 2015 relatif à l'agrément en tant que groupement agricole d'exploitation en commun ;

VU l'arrêté préfectoral 24-2025-03-27-00007 du 27 mars 2025 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes départementaux du département de la Dordogne ;

VU l'arrêté n° 24-2024-11-25-00021 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Christophe LEYSSENNE, directeur départemental des territoires de la Dordogne,

Considérant la candidature proposée par la confédération paysanne ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La formation spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) est appelée à donner son avis sur les dossiers relatifs aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (demandes et retraits d'agrément, modifications substantielles, dérogations).

Cette formation spécialisée est placée sous la présidence de la préfète ou de son représentant et comprend :

– trois représentants des services déconcentrés de l'État chargés de l'agriculture :

- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le chef du service économie des territoires, agriculture et forêts ou son représentant,
- un agent du service économie des territoires, agriculture et forêts en charge du suivi des usagers,

– trois agriculteurs désignés sur proposition des représentants des organisations agricoles :

pour la FDSEA/JA :

- M. Jean-Charles CHANQUOI
suppléé par :
- M. Vincent DURAND,

pour la coordination rurale – mouvement paysan :

- M. Cyril CONDEMINÉ
suppléé par :
- M. Julien LOSSON,

pour la confédération paysanne :

- M. Hubert GRIFFATON
suppléé par :
- Mme Mathilde BOST,

– un agriculteur membre d'un groupement agricole d'exploitation en commun, représentant l'association nationale des sociétés et groupements agricoles d'exploitation en commun :

- M. Sébastien REYNIER
suppléé par :
- M. Frédéric NAUZIN,

– à la demande de la commission et lorsque leur avis est jugé utile, des experts (centres de gestion, MSA, chambre d'agriculture...) peuvent être autorisés à assister avec voix consultative.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article R 313-7-2 du Code rural et de la pêche maritime, les membres de la formation spécialisée de la CDOA sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3

Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la présente commission sont présents. Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé. La commission se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 4

Seules les personnes invitées par son président peuvent, selon leur qualité, participer aux débats de la formation spécialisée de la CDOA. Il est formellement interdit à un membre de la commission de prendre part aux délibérations lorsqu'il a un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet.

Les propos tenus pendant les séances de la commission sont confidentiels.

Article 5

L'arrêté préfectoral n° 24-2024-09-11-00001 du 11 septembre 2024 fixant la composition de la formation spécialisée « GAEC » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture est abrogé.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux le : **13 JUIN 2025**

Pour la préfète et par délégation,


Le Directeur Départemental des Territoires

Christophe LEYSSENNE

Si l'arrêté est contesté, pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer des justificatifs à l'appui : soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ; soit un recours hiérarchique auprès de M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

DDT

24-2025-05-27-00001

ARRETE composition CDPENAF 2025

**Arrêté n°
fixant la composition de la commission départementale
de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.111-1-2, L.122-6-2, L.122-8, L.122-14, L.123-1-2, L.123-1-5, L.123-1-6, L.123-1-9, L.124-2,
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 et ses articles R.514-37 à R.514-40 relatifs à la représentation des organisations professionnelles d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions en fonction de leurs résultats aux élections aux chambres d'agriculture,
- VU le code rural et de la pêche maritime
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R.133-1 à R.133-15 relatifs aux commissions administratives à caractère consultatif,
- VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi « 3DS »),
- VU le décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole,
- VU l'arrêté préfectoral n°24-2025-03-27-00007 du 27 mars 2015 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes départementaux du département de la Dordogne,

CONSIDÉRANT les propositions des organismes visés dans le décret du 09 juin 2015.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne,

ARRÊTE

Article 1er : L'arrêté préfectoral n°DDT/SETAF/MGER/24-2022-02-01-00001 du 21 février 2022 modifié fixant la composition de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles de la Dordogne est abrogé.

Article 2 : La composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Dordogne, instituée par l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, est placée sous la présidence de la préfète ou de son représentant et composée ainsi qu'il suit :

1. le président du **conseil départemental** ou son représentant,
2. au titre des élus maires du département, désignés par l'**association départementale des maires de la Dordogne** :

Titulaires : M. Thierry BOIDE, maire de Saint-Géraud-de-Corps,
M. Didier CAPURON, maire de Cours-de-Pile
Mme Brigitte CABIROL, maire de Saint-Barthélemy-de-Bellegarde
Suppléants : M. Gilles TAVERSON, maire de Villefranche-de-Lonchat
M. Jean-Michel MAGNE, maire de Chantérac

3. au titre de représentant d'un **établissement public ou d'un syndicat mixte** mentionné à l'article L.122-4 du code de l'urbanisme et ayant son siège dans le département, désigné par l'association départementale des maires de la Dordogne,

Titulaire : M. Pascal DELTEIL, président du syndicat de cohérence territoriales du Bergeracois (SYCOTEB)
Suppléant : M. Jérôme BETAILLE

4. le directeur de la **direction départementale des territoires** ou son représentant ,
5. le président de la **chambre d'agriculture de la Dordogne** ou son représentant,
6. au titre de représentants des **organisations syndicales d'exploitants agricoles** représentatives au niveau départemental :
 - le président de la Coordination rurale (CR) de la Dordogne ou son représentant,
 - le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Dordogne (FDSEA) ou son représentant,
 - le président des Jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant,
 - le porte-parole de la confédération paysanne de la Dordogne ou son représentant ,

7. au titre de représentant d'une association locale affiliée à un **organisme national à vocation agricole et rurale agréé** par arrêté de la ministre chargée de l'agriculture :

– le président de Terres de Liens Aquitaine ou son représentant,

8. au titre de représentant d'une **organisation représentative des propriétaires agricoles** dans le département :

Titulaire : M. Denis TESTUD, président du syndicat départemental de la propriété privée rurale
Suppléant : M. Dominique MORAS

9. le président du **syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs** de la Dordogne ou son représentant,
10. le président de la **fédération départementale des chasseurs** ou son représentant,
11. le président de la **chambre départementale des notaires** ou son représentant ;
12. au titre des 2 **associations agréées de protection de l'environnement** :

- le président de la société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest (SEPANSO) ou son représentant,
- le président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique en Dordogne ou son représentant,

13. le cas échéant, sur les dossiers ayant une réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO), le directeur de la délégation territoriale Aquitaine-Poitou-Charentes de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) ou son représentant,

Article 3 : Au titre d'expert, deux membres pouvant participer aux réunions avec voix consultatives :

- un représentant la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER),
- le directeur de l'agence interdépartementale Landes - Nord-Aquitaine de l'Office national des forêts (ONF) ou son représentant.

La préfète peut faire entendre par la commission toutes personnes qualifiées au regard de leurs connaissances en matière foncière et de leurs connaissances des espaces naturels agricoles et forestiers dans le département. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Article 4 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires de la Dordogne.

Article 5 : Tout recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté par :

- recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne,
 - ou recours hiérarchique auprès de la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
 - ou recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le lien suivant www.telerecours.fr
- L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux le

27/05/25

La préfète

Marie AUBERT

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2025-06-12-00005

DDETSPP 24 : Arrêté préfectoral attribuant
l'habilitation sanitaire au Docteur vétérinaire Patricia
FERNANDEZ CABA

**Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au
Docteur Vétérinaire Patricia FERNANDEZ CABA**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-5, R. 203-1 à R. 203-16 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L122-1 ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Eric PRIGENT-DECHERF, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

VU l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature de Monsieur Eric PRIGENT-DECHERF, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par le docteur Patricia FERNANDEZ CABA né-e le 4 avril 1999, déclaré-e à l'Ordre National des Vétérinaires de Nouvelle Aquitaine ;

CONSIDÉRANT la désignation d'un domicile professionnel administratif (DPA) en Dordogne ;

CONSIDÉRANT que le docteur Patricia FERNANDEZ CABA remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans au Docteur Patricia FERNANDEZ CABA (N°41634), vétérinaire administrativement domicilié-e à THENON.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par périodes de cinq années tacitement reconduite sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès de la préfète du département du domicile professionnel administratif, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Le docteur Patricia FERNANDEZ CABA s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Le docteur Patricia FERNANDEZ CABA pourra être appelé-e par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels le docteur Patricia FERNANDEZ CABA a été désigné-e vétérinaire sanitaire. Le docteur Patricia FERNANDEZ CABA sera tenu-e de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : Le vétérinaire sanitaire qui souhaite modifier les activités ou les espèces animales pour lesquelles il a été habilité en présente la demande auprès du préfet ayant délivré l'habilitation qui accepte la notification sollicitée si celle-ci n'est pas de nature à remettre en cause le bon exercice des ses missions.

Le vétérinaire sanitaire habilité informe, dans les meilleurs délais, le préfet lui ayant délivré l'habilitation, de tout changement de situation susceptible de remettre en cause les conditions dans lesquelles l'habilitation lui a été délivrée et le bon exercice de ses missions. Il informe notamment de ses projets de modification de ses domiciles professionnels d'exercice et de son domicile professionnel administratif. Il informe également de toute modification de la zone géographique d'exercice .

Article 7 : Cet arrêté abroge toute habilitation sanitaire antérieure accordée au docteur Patricia FERNANDEZ CABA.

Article 8 : Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication :

- soit par recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne, ou par recours hiérarchique adressé au ministère en charge de l'agriculture,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

Ces voies de recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

Article 9 : Le secrétaire général, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne dont copie sera adressée au Docteur Patricia FERNANDEZ CABA .

Périgueux, le 12 juin 2025

Pour la Préfète, par subdélégation,
L'adjoint à la cheffe du service santé, protection animales et
environnement

Frédérique BONGRAIN

Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au Docteur Vétérinaire Patricia FERNANDEZ CABA

2/2

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2025-06-12-00004

DDETSPP 24 : Arrêté préfectoral attribuant
l'habilitation sanitaire au Docteur vétérinaire
SALVATELLA Guillaume

**Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au
Docteur Vétérinaire Guillaume SALVATELLA**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-5, R. 203-1 à R. 203-16 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L122-1 ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Eric PRIGENT-DECHERF, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

VU l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature de Monsieur Eric PRIGENT-DECHERF, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par le docteur Guillaume SALVATELLA né-e le 10 juin 1994, déclaré-e à l'Ordre National des Vétérinaires de Nouvelle Aquitaine ;

CONSIDÉRANT la désignation d'un domicile professionnel administratif (DPA) en Dordogne ;

CONSIDÉRANT que le docteur Guillaume SALVATELLA remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1 : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans au Docteur Guillaume SALVATELLA (N°39832), vétérinaire administrativement domicilié-e à RIBERAC.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par périodes de cinq années tacitement reconduite sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès de la préfète du département du domicile professionnel administratif, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Le docteur Guillaume SALVATELLA s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Le docteur Guillaume SALVATELLA pourra être appelé-e par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels le docteur Guillaume SALVATELLA a été désigné-e vétérinaire sanitaire. Le docteur Guillaume SALVATELLA sera tenu-e de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : Le vétérinaire sanitaire qui souhaite modifier les activités ou les espèces animales pour lesquelles il a été habilité en présente la demande auprès du préfet ayant délivré l'habilitation qui accepte la notification sollicitée si celle-ci n'est pas de nature à remettre en cause le bon exercice des ses missions.

Le vétérinaire sanitaire habilité informe, dans les meilleurs délais, le préfet lui ayant délivré l'habilitation, de tout changement de situation susceptible de remettre en cause les conditions dans lesquelles l'habilitation lui a été délivrée et le bon exercice de ses missions. Il informe notamment de ses projets de modification de ses domiciles professionnels d'exercice et de son domicile professionnel administratif. Il informe également de toute modification de la zone géographique d'exercice .

Article 7 : Cet arrêté abroge toute habilitation sanitaire antérieure accordée au docteur Guillaume SALVATELLA.

Article 8 : Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication :

- soit par recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne, ou par recours hiérarchique adressé au ministère en charge de l'agriculture,
- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

Ces voies de recours ne suspendent pas l'application du présent arrêté.

Article 9 : Le secrétaire général, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne dont copie sera adressée au Docteur Guillaume SALVATELLA .

Périgueux, le 12 juin 2025

Pour la Préfète, par subdélégation,
L'adjoint à la cheffe du service santé, protection animales et
environnement

Frédérique BONGRAIN

Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire au Docteur Vétérinaire Guillaume SALVATELLA

2/2

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2025-05-22-00008

Récépissé de déclaration d'un organisme de services
à la personne DEVROEDE MYLENE

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
Mylène DEVROEDE
Enregistré sous le numéro SAP943240978**

- Vu le code du travail et notamment les articles L 7231-1 et suivants, D 7231-1 et suivants et R. 7232-1 et suivants,
- Vu les articles L 7232-1-1, R 7232-16 à R 7232-18 du code du travail relatifs aux modalités de déclaration d'activités de services à la personne,
- Vu la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) n° 2015-1776 du 28 décembre 2015,
- Vu le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne,
- Vu les décrets n°2011-1132 et n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service et aux services à la personne,
- Vu les arrêtés du 25 novembre 2024 de la préfète du département de la Dordogne donnant délégation de signature à Monsieur Éric PRIGENT-DECHERF, directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne et du 27 novembre 2024 portant subdélégation à Madame Marie-Noëlle MARIGNIER, directrice adjointe et Monsieur Vincent COUSIN, directeur adjoint et en cas d'absence ou d'empêchement à Madame Amélia CHABBERT, cheffe du service Mutations Economiques et Formation et à Madame Florence HUGUET, adjointe à la cheffe du service Mutations Economiques et Formation,

La préfète de la Dordogne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DDETSPP Dordogne, le 14 avril 2025 par Madame DEVROEDE Mylène entrepreneuse individuelle, dont l'établissement principal est situé 227 rue Jean Heynard 24150 LALINDE et enregistré sous le numéro SAP943240978 pour les activités suivantes en mode prestataire :

- 1 Préparation de repas à domicile
- 2 Livraison de courses à domicile
- 3 Soins et promenade(s) d'animaux pour personnes dépendantes
- 4 Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire
- 5 Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire
- 6 Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile

Toute modification concernant la personne morale ou l'entreprise individuelle déclarée ou l'activité déclarée devra faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations Dordogne.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition et pour les entrepreneurs individuels soumis au régime de la micro-entreprise ainsi que pour les entreprises de moins de onze salariés exerçant à titre principal dans le secteur des services à la personne du respect du seuil maximal de chiffre d'affaires d'activités accessoires fixé à 30 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise de l'année précédente), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du Code du travail et L.241-10 du Code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de dépôt de la demande de déclaration sous réserve des dispositions de l'article R 7232-18 du Code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le récépissé de la déclaration de services à la personne peut être retiré à la personne morale ou l'entreprise individuelle dans les conditions fixées aux articles R 7232-20 à R 7232-22 du Code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne en application de l'article R 7232-18 du code du travail.

Fait à Périgueux le 22 mai 2025

Par délégation de la Préfète,
Et par subdélégation de la DDETSPP,
Adjointe à la cheffe du service Mutations
Economiques et Formation,



Florence HUGUET

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2025-06-18-00003

Arrêté fixant la liste des mandataires judiciaires à la
protection des majeurs et des délégués aux
prestations familiales pour le département de la
Dordogne

Service solidarités logement insertion

**Arrêté n°
fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués
aux prestations familiales pour le département de la Dordogne**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.471-2 et L.474-1 ;

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

Vu le décret n° 2008-1508 du 30 décembre 2008 relatif aux conditions d'âge, de formation et d'expérience professionnelle devant être satisfaites par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et par les délégués aux prestations familiales ;

Vu le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L. 471-2, L. 471-3, L. 474-1, L. 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 20165-1896 du 27 décembre 2016 portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

Considérant la déclaration aux fins d'habilitation de Madame Cécile CLAVERIE, recrutée au sein du service de mandataires judiciaires à la protection des majeurs du centre hospitalier de Vauclaire en qualité de préposée d'établissement ;

Considérant le départ à la retraite de Monsieur Gilles DUGALEIX, préposé d'établissement au centre hospitalier de Vauclaire, au 1^{er} juillet 2025 ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral n° 24-2025-02-13-00001 du 13 février 2025 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales pour le département de la Dordogne est abrogé.

ARTICLE 2 : la liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L.471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des contentieux de la protection pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est établie comme suit sur le ressort des tribunaux judiciaires de Périgueux et Bergerac et sur le ressort du tribunal de proximité de Sarlat-la-Canéda :

Personnes morales gestionnaires de services

- **Association union départementale des associations familiales de la Dordogne (UDAF 24)**
2 bis, cours Fénélon CS 71000
24000 PÉRIGUEUX
- **Association secours aux familles en difficulté (SAFED)**
8 – 10 Place Francheville
24000 PÉRIGUEUX
- **Association MSA Tutelles**
9, rue Maleville CS 20014
24054 PÉRIGUEUX Cedex

Personnes physiques exerçant à titre individuel

- | | | |
|----------------------|----------------------|----------------------|
| • ALSBERGHE Cécile | • DUVERDIER Aurélien | • JUMIAUX Delphine |
| • BARREIRO William | • ESCOFFIER Maëtena | • LABOUDIE Bernard |
| • BERNARD Hervé | • FEIX Benoît | • LABOUDIE Julia |
| • BIANVET Céline | • GALLOT Isabelle | • LELOGEAIS Eric |
| • BOURDOIS Catherine | • GERARD Maryse | • MOURIERAS Laëtitia |
| • CHAMINADE Gaëlle | • GUELLEC Christine | • PEUCHOT Raphaël |
| • CLEDIERE Myriam | • GUILBERT Cindy | • POUTEAU Alison |
| • DEMAREZ Christelle | • HARY Audrey | • SINNAEVE Céline |
| • DONNADIEU Nicole | • INES Katell | |

Personnes physiques et services préposés d'établissement

- **Centre hospitalier Vauclaire**
24700 MONTPON-MÉNESTÉROL
- **Centre hospitalier intercommunal de Ribérac-Dronne-Double**
24410 SAINT-PRIVAT-EN-PERIGORD
- **EHPAD de la Porte d'Aquitaine**
Rue des Buis
24490 LA ROCHE-CHALAIS

- **EHPAD Foix de Candalle Montpon-Ménéstérol**
43, rue Foch
24700 MONTPON-MÉNESTÉROL
- **EHPAD La Renaissance**
38 route de Sainte-Foy
BP 77
24400 MUSSIDAN
- **EHPAD de Mareuil « Résidence de la Belle »**
1, Rue Raymond Boucharel -
24340 MAREUIL EN PÉRIGORD
- **Centre hospitalier de Saint-Astier**
Rue du Maréchal Leclerc
24110 SAINT-ASTIER
- **EHPAD « Résidence de la Dronne »**
3 allée de Puymarteau
24310 BRANTOME-EN-PÉRIGORD
- **EHPAD Les Deux Séquoias**
Faubourg Notre Dame
24310 BOURDEILLES
- **Centre hospitalier de Nontron et Saint-Pardoux-la-Rivière**
BP 104
24300 NONTRON
- **Centre hospitalier – EHPAD d’Excideuil**
2, Place André Maurois
24160 EXCIDEUIL
- **EHPAD Résidence du Colombier**
24800 THIVIERS
- **Cité de Clairvivre Salagnac**
24160 SALAGNAC
Préposés des établissements précités :
BOUTHIER Johanna - HIVERT Christophe - MOUILLON Pascal - CLAVERIE Cécile
- **Centre hospitalier Périgueux**
80, avenue Georges Pompidou
BP 9052
24019 PÉRIGUEUX CEDEX
Préposée de l’établissement : LESUEUR Marie-Laure
- **EHPAD Henri Frugier**
67 rue de la République
24450 LA COQUILLE
- **EHPAD « Les Jardins de Plaisance »**
Rue Alfred Bost
24270 LANOUAILLE
Préposée des établissements précités : STADELMANN Séverine

- **Fondation John Bost**
24130 LA FORCE
Préposée de l'établissement : TRABALZINI Chrystel
Préposée de l'établissement : NARDOUX épouse BASSEL Céline
- **EHPAD de la Bastide**
66, Boulevard de la Résistance
24440 BEAUMONT-DU-PÉRIGORD
- **EHPAD de Cadouin**
3 rue Saint Bernard
24480 LE BUISSON-DE-CADOUIN
- **EHPAD Résidence le Périgord de Monpazier**
Route de Belves
24540 CAPDROT
- **EHPAD Fontfrède**
Rue du 19 mars 1962
Lieu-dit « Fontfrède »
24500 EYMET
- **EHPAD Félix Lobligeois**
Rue La Boétie
24260 LE BUGUE
- **EHPAD Résidence Rivière Espérance**
Résidence Rivière
24150 LALINDE
Préposée des établissements précités : MASSIAS Natasha

ARTICLE 3 : la liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles, en qualité de « délégué aux prestations familiales », est établie comme suit pour le département de la Dordogne :

- **Association union départementale des associations familiales de la Dordogne (UDAF 24)**
2 bis, cours Fénélon CS 71000
24000 PÉRIGUEUX

ARTICLE 4 : une copie du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Périgueux ;
- à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Bergerac ;
- aux juges des contentieux de la protection du tribunal judiciaire de Périgueux ;
- au juge des contentieux de la protection du tribunal judiciaire de Bergerac ;
- au juge des contentieux de la protection du tribunal de proximité de Sarlat-la-Canéda ;
- au juge des enfants du tribunal judiciaire de Périgueux.

ARTICLE 5 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles. Le recours gracieux ou/et hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux, le **18 JUIN 2025**

La préfète

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2025-06-13-00010

Arrêté portant programmation des évaluations de la
qualité des Ets et services sociaux et médico-sociaux
relevant du c) de l'article L

Arrêté n°

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du c) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2024 à 2028, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8, L. 313-1 et D. 312-204 ;

Vu le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Considérant la fusion absorption du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs géré par l'association mandataire judiciaire du Périgord (AMJP) au 1^{er} janvier 2025 par l'association MSA Tutelles ;

Considérant le recours administratif préalable effectué par l'association MSA Tutelles afin de demander une modification du calendrier d'évaluation du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs dont elle assure la gestion et le report de cette évaluation au 1^{er} trimestre 2026 ;

Considérant les contraintes générées par la fusion absorption précitée ;

Considérant les contraintes que devrait générer le déménagement de l'ensemble du service MSA Tutelles dans de nouveaux locaux en septembre 2025 ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n° 24-2024-06-07-00005 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du c) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2024 à 2028, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code en date du 7 juin 2024 est abrogé.

Article 2 :

La programmation pluriannuelle prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission, à l'autorité en charge de leur autorisation, des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au c) de l'article L. 313-3 du même code est annexée au présent arrêté.

Article 3 :

La programmation prévue à l'article 2 porte sur la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Cette programmation est ajustée au plus tard au 31 décembre de chaque année au titre des cinq années suivantes.

Elle peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés.

Article 4 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux, le

13/6/25

La préfète

MA

Annexe

Relative à la programmation du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028 de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux autorisés par le préfet de la Dordogne

Année de transmission du rapport	Échéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS ou ESSMS concernés	
		Raison sociale	N° Finess juridique	Raison sociale (nom de la structure)	N° Finess géographique
2024	1 ^{er} trimestre				
	2 ^{ème} trimestre				
	3 ^{ème} trimestre				
	4 ^{ème} trimestre				

Année de transmission du rapport	Échéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS ou ESSMS concernés	
		Raison sociale	N° Finess juridique	Raison sociale (nom de la structure)	N° Finess géographique
2025	1 ^{er} trimestre				
	2 ^{ème} trimestre	SAFED	240007518	SMJPM SAFED	240016253
		UDAF 24	240015081	SMJPM UDAF 24	240016261
	3 ^{ème} trimestre				
	4 ^{ème} trimestre	APARE	240001404	CHRS APARE	240006874
		ASD	240001412	CHRS IPSEA	240006882
		CITES CARITAS	750720591	CHRS CITE BETHANIE	240012468
		CCAS PERIGUEUX	240008524	CHRS FOYER LAKANAL	240005157

Année de transmission du rapport	Échéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS ou ESSMS concernés	
		Raison sociale	N° Finess juridique	Raison sociale (nom de la structure)	N° Finess géographique
2026	1 ^{er} trimestre	MSA Tutelles	240016220	SMJPM MSA Tutelles	240016238
	2 ^{ème} trimestre	APARE	240001404	CADA L'Et@PE	240016295
		ASD	240001412	CADA ASD	240016303
		FRANCE TERRE D'ASILE	750806598	CADA FTDA	240003319
		L'ATELIER	240001255	CPH L'ATELIER	240017152
	3 ^{ème} trimestre	SAFED	240007518	CHRS SAFED	240007500
	4 ^{ème} trimestre				

Année de transmission du rapport	Échéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS ou ESSMS concernés	
		Raison sociale	N° Finess juridique	Raison sociale (nom de la structure)	N° Finess géographique
2027	1 ^{er} trimestre				
	2 ^{ème} trimestre				
	3 ^{ème} trimestre				
	4 ^{ème} trimestre				

Année de transmission du rapport	Échéance trimestrielle de transmission du rapport	Organisme gestionnaire		ESMS ou ESSMS concernés	
		Raison sociale	N° Finess juridique	Raison sociale (nom de la structure)	N° Finess géographique
2028	1 ^{er} trimestre				
	2 ^{ème} trimestre				
	3 ^{ème} trimestre				
	4 ^{ème} trimestre				

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-16-00001

Arrete CSSR PermisAPoints

Arrêté préfectoral n°

portant agrément d'un établissement chargé d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dénommé « PERMISAPPOINTS »

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la route, notamment ses articles L 212-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 223-6, R 212-1 à R 213-6, R 223-5 à R223-9,

VU le décret du 17 novembre 2023 nommant Monsieur Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet,

VU le décret du 6 novembre 2024 nommant Madame Marie AUBERT, préfète de la Dordogne,

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

VU l'arrêté du 26 juin 2012 modifié fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière,

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à Monsieur Marin LASSALLE sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne,

Considérant la demande présentée le 3 mars 2025 par Monsieur Franck GENSER né le 19 septembre 1967 à THIONVILLE, en vue d'être autorisé à exploiter un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière,

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires,

SUR la proposition de Monsieur Marin LASSALLE, directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne,

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Franck GENSER est autorisé à exploiter, sous le numéro R2502400020 un établissement chargé d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière (n° SIREN 880 032 420), dénommé « PERMISAPPOINTS » et situé 165 bis rue de Vaugirard à PARIS (75015).

Article 2 : Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans, à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément , celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 : L'établissement est habilité à dispenser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans la salle de formation suivante :

Cocottes et Popotes
ZA Grand Font
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

Article 4 : Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 5 : Pour tout changement d'adresse du local de formation ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : Pour toute transformation ou changement du local de formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par l'arrêté du 26 juin 2012 susvisé.

Article 8 : Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Article 9 : Monsieur le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée au maire de la commune de Boulazac Isle Manoire pour information.

Périgueux le,

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,


Marin LASSALLE

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de la notification, d'un :

- recours gracieux auprès du préfet de la Dordogne, 2 rue Paul Louis Courier 24000 PERIGUEUX
- recours hierarchique auprès du ministre de l'Intérieur, place Beauvau 75008 PARIS
- recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet 33000 BORDEAUX.

Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-18-00002

Arrete petit train touristique John BOST 2025

**Arrêté préfectoral n°
relatif à la circulation d'un petit train routier touristique**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la route, et notamment ses articles R. 317-21, R.411-6, R. 411-6 et R. 411-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 14 novembre 2023 nommant Monsieur Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 nommant madame Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules, autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs publié au JO du 3 février 2015 et abrogeant le précédent arrêté du 2 juillet 1997 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet ;

Considérant la demande de la fondation JOHN BOST en date du 7 avril 2025 en vue de la circulation du petit train routier touristique de catégorie 3 sur le territoire des communes de LA FORCE et PRIGONRIEUX dans un but thérapeutique ;

Considérant la licence n°2016/72/0000119 pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui de la Fondation JOHN BOST en cours de validité jusqu'au 02/02/2026 ;

Considérant les procès verbaux des visites techniques initiales (DREAL Aquitaine) et des visites techniques périodiques (APAVE) datées du 20 février 2025 ;

Considérant le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif aux itinéraires demandés ;

Considérant les avis favorables de la Brigade de gendarmerie de Bergerac en date du 15 avril 2025, des mairies de La Force et de Prigonrieux en date du 9 mai 2025 pour le circuit proposé ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur la proposition de Monsieur Marin LASSALLE, directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne;

- ARRETE -

Article 1er :

La Fondation JOHN BOST est autorisée à mettre en circulation sur le territoire des communes de LA FORCE et PRIGONRIEUX, pour une période de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté dans un but thérapeutique (promenade gratuite proposée aux résidents et aux accompagnateurs de la fondation) un petit train routier de catégorie 3 dans les conditions indiquées en annexe (cf parcours) et composé de :

- un tracteur 8627 VL 24
- trois remorques 9769 VH 24 - 9766 VH 24 - 9763 VH 24

Article 2 :

La licence de transport intérieur de la Fondation JOHN BOST arrivant à expiration de validité le 02/02/2026, le présent arrêté ne produira plus ses effets après cette date si la Fondation n'est pas titulaire d'une licence renouvelée (le renouvellement devra être demandé à la DREAL deux mois avant l'échéance de validité) ;

Article 3

Pour toute modification des circuits, des véhicules (tracteur et remorques) du petit train routier touristique, de la durée d'exploitation et de la qualification professionnelle du personnel attaché à l'établissement, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté ;

Article 4

Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de Bergerac, les maires de La Force et Prigonrieux, les gestionnaires de voirie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Périgueux le, 18/06/25

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet

Marin LASSALLE

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-19-00001

Arrêté portant interdiction d'achat, de vente, de transport et d'utilisation d'articles de divertissement et d'engins pyrotechnique et de transport et d'utilisation de liquide inflammable à l'occasion de la fête de la musique



**PRÉFÈTE
DE LA
DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CABINET
DIRECTION DES SÉCURITÉS
BUREAU DE LA SECURITE PUBLIQUE**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°
PORTANT INTERDICTION D'ACHAT, DE VENTE, DE TRANSPORT ET UTILISATION
D'ARTIFICES DE DIVERTISSEMENT ET D'ENGINS PYROTECHNIQUES
ET DE TRANSPORT ET D'UTILISATION DE LIQUIDE INFLAMMABLE**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

Vu la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2542-2 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants et L. 3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du Président de la République du 06 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT, préfète du département de la Dordogne ;

Vu le décret du Président de la République du 17 novembre 2023 nommant M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant la pratique dans le département de la Dordogne de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement à l'occasion des festivités et célébrations nationales ;

Considérant que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes et de phénomènes de bandes ;

Considérant que la fête de la musique est une fête populaire et familiale générant une forte affluence avec potentiellement la présence de nombreux enfants en bas âge et adolescents ;

Considérant que les forces de sécurité intérieures sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate maintenu au niveau « urgence attentat » et pour assurer la sécurité des festivités ;

Considérant en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant que l'un des moyens pour commettre des incendies ou tentatives d'incendies volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, les carburants et combustibles domestiques ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Considérant également que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

Considérant enfin que toutes les mesures adaptées doivent être prises pour assurer la sécurité du public et prévenir la survenance des incendies volontaires ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de Cabinet de la préfète de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1er : L'achat, la vente aux particuliers, le transport, la détention et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2 sur la voie publique ou en direction de l'espace public sont interdits du 21 juin 2025 à 08h00 jusqu'au 22 juin 2025 à 08h00, ainsi que dans les lieux de grands rassemblements de personnes et à leurs abords immédiats sur l'ensemble du département de la Dordogne.

Article 2 : Le transport et l'utilisation par les particuliers hors du cadre professionnel de tout liquide inflammable sur la voie publique ainsi que dans les lieux de grands rassemblements de personnes est interdite du 21 juin 2025 à 08h00 jusqu'au 22 juin 2025 à 08h00.

Article 3 : Par dérogation aux dispositions de l'article 1er sont autorisés l'achat, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, et des articles pyrotechniques des catégories P1 et P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans un cadre professionnel et titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 28 et 29 de l'arrêté du 31 mai 2010.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles susvisés du code pénal.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication soit :

- par recours gracieux adressé à Madame la préfète de la Dordogne – Préfecture de la Dordogne – 2, rue Paul-Louis Courier – CS 39000 – 24024 PERIGUEUX CEDEX
- par recours hiérarchique adressé auprès du Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer – Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – Service central des armes et explosifs – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08 ;
- par recours contentieux adressé au tribunal administratif de Bordeaux – 09 rue Tastet – 33000 Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne, les sous-préfets de Périgueux, Nontron, Sarlat et Bergerac, le directeur interdépartemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le 19 juin 2025

Pour le préfète et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet


Marin LASSALLE

Préfecture de la Dordogne

24-2025-05-15-00007

VIDEOPROTECTION-INFORM RESEAUX COM
FORMATION-IRCF-MARSAC SUR
L'ISLE-arrêté-1992-15052025

ARRÊTÉ N°
PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code civil, notamment son article 9 ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 ;

VU la loi n°2023-380 du 19 mai 2023 relative aux Jeux Olympiques et Paralympiques et portant diverses autres dispositions ;

VU le décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret en date du 17 novembre 2023 portant nomination de M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

VU le décret en date du 06 novembre 2024 portant nomination de Mme Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance et ses annexes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24-2024-11-25-00002 en date du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Monsieur le Gérant – INFORM RESEAUX COM FORMATION – I.R.C.F., établissement situé à (au) 19, rue de la Prairie – 24430 MARSAC-SUR-L'ISLE, enregistrée sous le numéro 20103282_1992 (ex-1936) ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de vidéoprotection de la Dordogne en date du 15 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la demande d'autorisation répond aux finalités du système prévues par la loi ;

SUR proposition de M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Monsieur le Gérant – INFORM RESEAUX COM FORMATION – I.R.C.F. est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de **cinq ans** renouvelable, à mettre en œuvre un système de vidéoprotection dans son établissement situé à (au) 19, rue de la Prairie – 24430 MARSAC-SUR-L'ISLE.

Ce système composé de 5 caméras extérieures doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur et ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Article 2 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 3 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet. Il devra informer préalablement l'autorité préfectorale de la date de mise en service des caméras.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images (notamment sur leur confidentialité) ainsi que dans la maintenance du système mis en place. La salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images ne pourra être accessible qu'aux personnes dûment habilitées et autorisées par l'autorité responsable du système.

Le droit d'accès aux informations enregistrées est régi par les dispositions du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.253-5 et R.251-1 à R.53-4.

Conformément aux articles L.252-3 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure, l'accès aux images, aux enregistrements et la transmission des images est ouvert à certains militaires et/ou fonctionnaires de police nommément désignés et habilités par le commandant du groupement de gendarmerie départementale ou le directeur interdépartemental de la police nationale de la Dordogne.

Article 6 : Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement d'exploitant, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images).

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant au code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : Lorsqu'un dispositif de vidéoprotection visionne un lieu de travail, les dispositions d'information préalable des salariés, prévues par les articles L.1221-9, L.1222-4 et L.2323-32 doivent être respectées.

Article 9 : Dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication, la présente autorisation peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne 2, rue Paul-Louis Courier - CS 39000 – 24024 PÉRIGUEUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75008 PARIS ;
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Bordeaux 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Les recours sont dépourvus de caractère suspensif.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux ou hiérarchique, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Article 10 : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne et le directeur interdépartemental de la police nationale ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Dordogne, notifié au demandeur et dont copie sera adressée au maire de la commune pour information.

Périgueux, le

15 MAI 2025

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Sous-Prefet / Directeur de Cabinet

Marin LASSALLE

Préfecture de la Dordogne

24-2025-05-15-00006

VIDEOPROTECTION-SNC DARTY GRAND
OUEST-Darty Périgueux-BOULAZAC ISLE
MANOIRE-arrêté-2037-15052025

ARRÊTÉ N°
PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code civil, notamment son article 9 ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 ;

VU la loi n°2023-380 du 19 mai 2023 relative aux Jeux Olympiques et Paralympiques et portant diverses autres dispositions ;

VU le décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret en date du 17 novembre 2023 portant nomination de M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

VU le décret en date du 06 novembre 2024 portant nomination de Mme Marie AUBERT, préfète de la Dordogne ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance et ses annexes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24-2024-11-25-00002 en date du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Monsieur le Directeur – S.N.C. DARTY GRAND OUEST – Darty Périgueux, établissement situé à (au) Parc d'Activités du Ponteix – 24750 BOULAZAC-ISLE-MANOIRE, enregistrée sous le numéro 20100250-OP.20103803_2037 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de vidéoprotection de la Dordogne en date du 15 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la demande d'autorisation répond aux finalités du système prévues par la loi ;

SUR proposition de M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur le Directeur – S.N.C. DARTY GRAND OUEST – Darty Périgueux est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de **cinq ans** renouvelable, à mettre en œuvre un système de vidéoprotection dans son établissement situé à (au) Parc d'Activités du Ponteix – 24750 BOULAZAC-ISLE-MANOIRE.

Ce système composé de 11 caméras intérieures et 5 caméras extérieures doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur et ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Article 2 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 3 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet. Il devra informer préalablement l'autorité préfectorale de la date de mise en service des caméras.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images (notamment sur leur confidentialité) ainsi que dans la maintenance du système mis en place. La salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images ne pourra être accessible qu'aux personnes dûment habilitées et autorisées par l'autorité responsable du système.

Le droit d'accès aux informations enregistrées est régi par les dispositions du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.253-5 et R.251-1 à R.53-4.

Conformément aux articles L.252-3 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure, l'accès aux images, aux enregistrements et la transmission des images est ouvert à certains militaires et/ou fonctionnaires de police nommément désignés et habilités par le commandant du groupement de gendarmerie départementale ou le directeur interdépartemental de la police nationale de la Dordogne.

Article 6 : Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement d'exploitant, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images).

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant au code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : Lorsqu'un dispositif de vidéoprotection visionne un lieu de travail, les dispositions d'information préalable des salariés, prévues par les articles L.1221-9, L.1222-4 et L.2323-32 doivent être respectées.

Article 9 : Dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication, la présente autorisation peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Dordogne 2, rue Paul-Louis Courier - CS 39000 - 24024 PÉRIGUEUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau 75008 PARIS ;
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Bordeaux 9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX CEDEX.

Les recours sont dépourvus de caractère suspensif.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux ou hiérarchique, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Article 10 : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne et le directeur interdépartemental de la police nationale ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Dordogne, notifié au demandeur et dont copie sera adressée au maire de la commune pour information.

Périgueux, le

15 MAI 2025

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Marin LASSALLE

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-13-00005

Arrêté prorogation délais DETR23 Colombier

**Arrêté dérogatoire n° PREF/DCL/072
portant prorogation de délai de validité de la subvention de 42 255,89 €,
ouverte au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023,
en faveur de la commune de Colombier, pour le désamiantage et la réfection de la toiture de la salle
des fêtes
EJ 2104051149**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334.32 à L.2334.39 et R.2334.19 à R.2334.35 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 211-2 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Madame Marie AUBERT, en qualité de préfète de la Dordogne ;

VU le décret ministériel n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret ministériel n° 2018-514 du 25 juin 2018 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret ministériel n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet de département ;

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 par lequel une subvention de 42 255,89 €, au taux de 30 % calculé sur une dépense subventionnable de 140 852,95 €, a été ouverte en faveur de la commune de Colombier au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023, pour le désamiantage et la réfection de la toiture de la salle des fêtes.

CONSIDÉRANT la demande présentée par Madame la maire de la commune de Colombier, du 17 mai 2025, en vue d'obtenir une prorogation du délai imparti par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 ;

SUR proposition du sous-préfet de Bergerac ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Prorogation du délai d'exécution des travaux

Est agréée la demande de prorogation de délai présentée par la commune de Colombier pour commencer l'opération du désamiantage et la réfection de la toiture de la salle des fêtes. Ainsi le délai fixé par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 est prorogé d'un an, soit jusqu'au 15 juin 2026.

ARTICLE 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de Bergerac, la maire la commune de Colombier, le directeur régional des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le **13 JUIN 2025**

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – Services de l'État – Préfecture – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 2 rue Paul Louis Courier – CS 39000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif - 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX (paiement d'un timbre de 15 euros).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet «www.telerecours.fr».

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-13-00006

Arrêté prorogation délais DETR23 Colombier local

**Arrêté dérogatoire n° PREF/DCL/073
portant prorogation de délai de validité de la subvention de 28 777,83 €,
ouverte au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023,
en faveur de la commune de Colombier, pour la salle des fêtes, réaménagement et isolation -
création d'un local rangement
EJ 2104051147**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334.32 à L.2334.39 et R.2334.19 à R.2334.35 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 211-2 ;
- VU** la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Madame Marie AUBERT, en qualité de préfète de la Dordogne ;
- VU** le décret ministériel n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret ministériel n° 2018-514 du 25 juin 2018 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU** le décret ministériel n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet de département ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;
- CONSIDÉRANT** l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 par lequel une subvention de 28 777,83 €, au taux de 30 % calculé sur une dépense subventionnable de 95 926,09 €, a été ouverte en faveur de la commune de Colombier au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023, pour la salle des fêtes, réaménagement et isolation – création d'un local rangement ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par Madame la maire de la commune de Colombier, du 17 mai 2025, en vue d'obtenir une prorogation du délai imparti par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 ;

SUR proposition du sous-préfet de Bergerac ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Prorogation du délai d'exécution des travaux

Est agréée la demande de prorogation de délai présentée par la commune de Colombier pour commencer l'opération de la salle des fêtes, réaménagement et isolation-créeation d'un local rangement. Ainsi le délai fixé par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 est prorogé d'un an, soit jusqu'au 15 juin 2026.

ARTICLE 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de Bergerac, la maire la commune de Colombier, le directeur régional des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le

La préfète,

Pour la Préfète en sa délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – Services de l'État – Préfecture – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 2 rue Paul Louis Courier – CS 39000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif - 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX (paiement d'un timbre de 15 euros).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-13-00007

Arrêté prorogation délais Liorac DETR 2023

**Arrêté dérogatoire n° PREF/DCL/046
portant prorogation de délai de validité de la subvention de 57 735,00 €,
ouverte au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023,
en faveur de la commune de Liorac sur Louyre, l'aménagement d'une MAM
EJ 2104051213**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334.32 à L.2334.39 et R.2334.19 à R.2334.35 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 211-2 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Madame Marie AUBERT, en qualité de préfète de la Dordogne ;

VU le décret ministériel n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret ministériel n° 2018-514 du 25 juin 2018 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret ministériel n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet de département ;

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 par lequel une subvention de 57 735,00 €, au taux de 30 % calculé sur une dépense subventionnable de 192 450,00 €, a été ouverte en faveur de la commune de Liorac sur Louyre au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023, pour l'aménagement d'une MAM.

CONSIDÉRANT la demande présentée par Monsieur le maire de la commune de Liorac sur Louyre, du 10 juin 2025, en vue d'obtenir une prorogation du délai imparti par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 ;

SUR proposition du sous-préfet de Bergerac ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Prorogation du délai d'exécution des travaux

Est agréée la demande de prorogation de délai présentée par la commune de Liorac sur Louyre pour commencer l'opération d'aménagement d'une MAM. Ainsi le délai fixé par l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2023/026 du 15 juin 2023 est prorogé d'un an, soit jusqu'au 15 juin 2026.

ARTICLE 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de Bergerac, le maire la commune de Liorac sur Louyre, le directeur régional des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le

13 juin 2025.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandant avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – Services de l'État – Préfecture – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 2 rue Paul Louis Courier – CS 39000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif - 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX (paiement d'un timbre de 15 euros).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet «www.telerecours.fr».

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-13-00008

Arrêté prorogation délais Paussac St Vivien DETR24

**Arrêté dérogatoire n° PREF/DCL/074
portant prorogation de délai de validité de la subvention de 67 935 €,
ouverte au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2024,
en faveur de la commune de Paussac et Saint Vivien, pour la réhabilitation d'un bien immobilier et
création d'un logement social
EJ 2104358027**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334.32 à L.2334.39 et R.2334.19 à R.2334.35 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 211-2 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Madame Marie AUBERT, en qualité de préfète de la Dordogne ;

VU le décret ministériel n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret ministériel n° 2018-514 du 25 juin 2018 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret ministériel n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet de département ;

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral du 05/06/2024 par lequel une subvention de 67 935 €, au taux de 30 % calculé sur une dépense subventionnable de 226 450. €, a été ouverte en faveur de la commune de Paussac et Saint Vivien au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2024, pour la réhabilitation d'un bien immobilier et création d'un logement social ;

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur le maire de la commune de Paussac et Saint Vivien du 23/05/2025., en vue d'obtenir une prorogation du délai imparti par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 05/06/2024, nécessitant l'exercice du droit de dérogation de la préfète de la Dordogne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Prorogation du délai d'exécution des travaux

Est agréée la demande de prorogation de délai présentée par la commune de Paussac et Saint Vivien pour commencer l'opération de réhabilitation d'un bien immobilier et création d'un logement social. Ainsi le délai fixé par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 05/06/2024 est prorogé d'un an, soit jusqu'au 05/06/2027.

ARTICLE 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le maire de la commune de Paussac et Saint Vivien, le directeur régional des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le

3 JUIN 2025

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – Services de l'État – Préfecture – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 2 rue Paul Louis Courier – CS 39000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
 - soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08 ;
 - soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif - 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX (paiement d'un timbre de 15 euros).
- La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-13-00009

Arrêté prorogation délais Vanxains DETR23

**Arrêté dérogatoire n° PREF/DCL/075
portant prorogation de délai de validité de la subvention de 120 604,40 €,
ouverte au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023,
en faveur de la commune de Vanxains, pour la réhabilitation de 5 cabinets destinées à la location à
des professionnels de santé
EJ 2104046116**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334.32 à L.2334.39 et R.2334.19 à R.2334.35 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 211-2 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de Madame Marie AUBERT, en qualité de préfète de la Dordogne ;

VU le décret ministériel n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret ministériel n° 2018-514 du 25 juin 2018 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret ministériel n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet de département ;

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 modifié relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2022 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral du 13/06/2023 par lequel une subvention de 120 604,40 €, au taux de 40 % calculé sur une dépense subventionnable de 301 511 €, a été ouverte en faveur de la commune de Vanxains au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux sur l'exercice 2023, pour la réhabilitation de 5 cabinets destinées à la location à des professionnels de santé ;

CONSIDERANT la demande présentée par Madame la maire de la commune de Vanxains, du 04/06/2025, en vue d'obtenir une prorogation du délai imparti par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2023, nécessitant l'exercice du droit de dérogation de la préfète de la Dordogne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Prorogation du délai d'exécution des travaux

Est agréée la demande de prorogation de délai présentée par la commune de Vanxains pour commencer l'opération de la réhabilitation de 5 cabinets destinées à la location à des professionnels de santé. Ainsi le délai fixé par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2023 est prorogé d'un an, soit jusqu'au 13/06/2026.

ARTICLE 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, la maire de la commune de Vanxains, le directeur régional des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le **13 JUIN 2025**

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – Services de l'État – Préfecture – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 2 rue Paul Louis Courier – CS 39000 - 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
 - soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08 ;
 - soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif - 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX (paiement d'un timbre de 15 euros).
- La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-18-00001

Renouvellement habilitation au certificat de
conformité - SARL EC&U

**Arrêté n° 2025-06-19-HABIT-CER-24-14
portant renouvellement de l'habilitation d'un organisme
à réaliser le certificat de conformité**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de commerce, notamment ses articles L. 752-23 et R. 752-44-1 à R. 752-44-7 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-11-02-HABIT-CER-24-14 portant habilitation de la SARL EC&U, le 02 novembre 2020 ;

Vu la demande déposée par Mme Elodie CHOPLIN, gérante de la SARL EC&U, le 13 juin 2025, en vue d'obtenir le renouvellement de l'habilitation de l'organisme EC&U, sis 7 Rue de la Galissonnière – 44000 NANTES ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 2020-11-02-HABIT-CER-24-14 portant habilitation de la SARL EC&U, le 02 novembre 2020 , est abrogé.

Article 2 : L'organisme C&U, sis 7 Rue de la Galissonnière – 44000 NANTES, et représenté par Mme Elodie CHOPLIN, est habilité à réaliser le certificat de conformité prévu à l'article L.752-23 du code de commerce, attestant du respect de l'autorisation d'exploitation commerciale délivrée ou des articles L.752-1 et L.752-2 du même code.

Article 3 : La présente habilitation est donnée pour une durée de 5 ans, non renouvelable par tacite reconduction. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département de la Dordogne.

Article 4 : La présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R. 752-44-2 du code de commerce susvisé.

Tout changement substantiel dans les modalités de fonctionnement de l'organisme ou dans les conditions d'obtention de la présente habilitation doit être déclaré au préfet du département dans lequel se trouve le siège social de l'organisme.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne.

Périgueux le 18 JUIN 2025

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

Préfecture de la Dordogne

24-2025-06-19-00004

arrêté de modification piste

**Arrêté n°
portant renouvellement de l'homologation d'un circuit de moto-cross
suite modification de la piste
sis au lieu-dit Les Pruneaux à Milhac-D'Auberoche,
commune déléguée de Bassillac et Auberoche (Dordogne)**

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L 414-4 et R 414-19 ;
- Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles R 1334-30 et suivants ;
- Vu** le code du sport et notamment ses articles R 331-35 à R 331-44, A 331-21 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Vu** le décret n°1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Marie AUBERT en qualité de Préfète de la Dordogne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 mars 2022 accordant à la fédération française de motocyclisme (F.F.M) la délégation prévue à l'article L.131-14 du Code du sport ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°24-2024-11-25-00002 du 25 novembre 2024 accordant délégation de signature à M. Marin LASSALLE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Dordogne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°24-2023-01-24-00001 du 24 janvier 2023 portant désignation des membres de la commission départementale de sécurité routière (C.D.S.R) ;
- Vu** les règles techniques et de sécurité (R.T.S) et ses annexes édictées par la F.F.M ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 24-2023-04-26-00002 du 26 avril 2023 portant renouvellement de l'homologation du circuit de motocross , situé au lieu-dit Les Pruneaux à Milhac-d'Auberoche ;
- Vu** la demande de renouvellement de l'homologation, déposée le 05 juin 2025, par M.Bruno VIBIEN , propriétaire exploitant et les documents annexés, notamment l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 ;
- Vu** l'avis des membres de la commission départementale de sécurité routière, réunie le 18 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Fédération française de motocyclisme ;

Considérant l'étude acoustique, réalisée en juin 2004 et l'absence d'infraction constatée par rapport aux dispositions précitées du code de la santé publique ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Site concerné

Le circuit de moto-cross aménagé au lieu-dit « Les Pruneaux », à Milhac d'Auberoche, commune déléguée de Bassillac et Auberoche est situé sur un terrain d'une superficie de 3 hectares et demi. Il comprend un circuit permanent de moto-cross, d'une longueur de 1330 mètres environ sur 5 à 8 mètres de large comportant des aménagements sportifs (sauts, tables, talus..) sur les parcelles 0252 et 0253.

Article 2 : Activités autorisées et conditions d'utilisation

L'association « Milhac Moto Club » dont le siège social est situé à la mairie de Milhac-d'Auberoche, commune déléguée de Bassillac et Auberoche, représenté par son président M. Bruno VIBIEN, est bénéficiaire d'une homologation de ce circuit. À ce titre, elle est chargée du bon état d'entretien des dispositifs permanents de sécurité et de protection du public, des pratiquants et des concurrents.

L'autorisation est donnée pour y pratiquer des séances d'entraînements, des compétitions et des stages.

L'utilisation accordée est la suivante :

- 2 fois par an pour des compétitions,
- 2 fois par mois pour les entraînements de motos et quads, les dimanches ou en substitution du dimanche, les jours fériés.
- 2 fois par an des « stages de perfectionnement » pour les pilotes licenciés F.F.M ou UFOLEP, en lieu et place des entraînements mensuels autorisés. Ces stages se déroulant sur deux jours, le samedi et le dimanche, une information écrite doit être adressée à chaque riverain pour lui signaler qu'exceptionnellement le terrain est utilisé deux jours consécutifs et non les deux dimanches du mois.

Les véhicules autorisés à utiliser le circuit sont des quadricycles de toutes catégories et des motocyclettes d'enduro homologuées ou de moto-cross. Le gestionnaire de l'installation doit respecter les règles techniques de la F.F.M et notamment, l'interdiction de faire évoluer ensemble les différents types de véhicules, quads et motos.

Les caractéristiques techniques de la piste doivent être maintenues en conformité avec les règles techniques et de sécurité (R.T.S), et les annexes de la F.F.M ainsi qu'avec les prescriptions de l'agrément délivré par cette fédération.

Article 3 : Protection acoustique du voisinage

Les dispositions réglementaires (articles R 1336-6 à 1336-10 du Code de la santé publique) en matière de bruit de voisinage doivent être respectées.

Conformément à l'étude acoustique réalisée, les sessions d'entraînements, limitées à 17 engins, doivent se dérouler sur une durée cumulée inférieure ou égale à 2 heures par jour.

Cette durée est répartie sur la journée en fonction du nombre de véhicules présents à l'entraînement et toujours dans les limites du respect des valeurs admises par le Code de la santé publique. Le pétitionnaire devra se conformer aux consignes de répartition de l'étude acoustique pour organiser ses sessions d'entraînement.

Quel que soit le choix du pétitionnaire, l'utilisation de la piste doit se faire de manière fractionnée en alternant des tranches horaires d'entraînement et de repos afin de garantir le maintien des résultats de l'étude acoustique précitée.

Article 4 : Protection du public

Une zone réservée au public conforme au R.T.S de la F.F.M doit être clairement délimitée. L'accès au circuit est interdit au public, que se soit pendant les stages, les épreuves où les entraînements.

Le responsable du moto-club assure la surveillance et la sécurité du public et veille à ce qu'il ne pénètre pas sur la piste.

Aux endroits où la sécurité ne peut être assurée par la configuration même des lieux, le public doit être maintenu à une distance suffisante pour qu'il se trouve, en toutes circonstances, hors de danger.

Ces distances de sécurité seront clairement matérialisées par l'exploitant.

Article 5 : Équipements de secours

En dehors des compétitions, les dispositifs de sécurité et de secours suivants doivent être mis en place :

- Une trousse de premiers secours,
- Un téléphone ou moyen d'alerte, sûr et efficace, accessible à tous avec affichage des numéros de téléphone d'urgence (médecin, SAMU et pompiers),
- Un affichage à l'entrée du site de l'attestation d'assurance, de l'arrêté d'homologation, du règlement intérieur, du récépissé de déclaration d'exploitant d'établissement d'activités physiques et sportives,
- Une indication de la voie d'accès et d'évacuation de secours réservée aux ambulances et aux véhicules de protection contre l'incendie.
- L'accès direct au circuit par les moyens de secours, d'au moins trois mètres de large, doit être garanti en toute circonstance.
- Des extincteurs à poudre polyvalent doivent être répartis sur le circuit, en nombre suffisant et vérifiés régulièrement.

Article 6 : Dispositif permanent lors des compétitions

L'homologation permanente du circuit, ne dispense pas l'organisateur de procéder à la déclaration de manifestation sportive sur circuit homologué, et ce pour chaque manifestation.

En complément des prescriptions particulières qui seraient édictées par la préfecture, il devra utilement mettre en œuvre le dispositif permanent suivant pour chaque compétition:

Information et autorisations

L'association organisatrice adresse un courrier précisant le numéro de téléphone de l'organisateur technique de l'épreuve, à chaque riverain pour l'informer des caractéristiques de la compétition, huit jours au moins avant celle-ci et recueille le cas échéant l'autorisation écrite des propriétaires des terrains pour l'utilisation temporaire de leur propriété.

Circulation, stationnement et signalisation

L'organisateur doit :

- mettre à disposition du public si nécessaire, avec l'accord écrit des propriétaires des terrains, un parc de stationnement, délimité, fléché, dont la capacité est en rapport avec le public attendu,

- obtenir des maires des communes concernées les arrêtés prescrivant l'interdiction de stationner sur les deux côtés de la voie communale n° 202, sur une distance suffisante de part et d'autre de l'entrée du site, de telle sorte que les moyens de secours et de sécurité puissent en toute circonstance circuler librement,
- assurer la mise en place des dispositifs temporaires nécessaires au respect des arrêtés pris en matière de réglementation de la circulation et du stationnement,
- mettre en place un fléchage « SORTIE OBLIGATOIRE » à la sortie du site afin que les spectateurs rejoignent les voies ouvertes à la circulation.

Dès la fin de la manifestation, les signalisations temporaires de toute nature doivent être enlevées par l'organisateur.

Localisation et protection du public

L'organisateur est autorisé à mettre en place une zone d'accueil pour le public, conformément au plan joint au dossier, isolée de la piste, du parking des spectateurs et de l'accès réservé aux pilotes. Aux endroits où la sécurité n'est pas assurée par la configuration même des lieux (obstacle naturel, surplomb suffisant), l'organisateur éloigne le public à une distance suffisante pour qu'il se trouve, en toute circonstance, hors de danger.

Le dispositif de protection placé entre le public et le circuit doit être capable d'arrêter un ou plusieurs véhicules qui quitteraient le circuit. Ces distances de sécurité sont clairement matérialisées par l'organisateur. L'accès au circuit est interdit au public durant les épreuves, les entraînements et les stages.

L'organisateur assure la surveillance du public et son orientation par un fléchage, du parc de stationnement jusqu'à la zone qui lui est réservée.

Surveillance et respect des mesures de sécurité

L'organisateur place :

- des commissaires de piste, titulaires d'une qualification reconnue par la fédération française de motocyclisme, chargés de veiller au bon déroulement sportif de l'épreuve et de s'assurer que le public ne franchisse pas les limites autorisées,
- des membres de l'association organisatrice pour veiller au respect des prescriptions de sécurité et aider les services de gendarmerie à faire respecter les interdictions de stationner et de circuler.

Pendant la manifestation, la gendarmerie est présente, en tant que de besoin, et plus particulièrement en début et fin de manifestation.

L'organisateur technique aidé des membres de l'association organisatrice, règle le stationnement des véhicules des spectateurs et veille à ce que le public ne franchisse pas les limites des zones qui lui sont réservées. Il utilise la sonorisation de la manifestation pour faire évacuer, sans délai, les spectateurs qui franchiraient les limites autorisées.

L'organisateur doit pouvoir établir, sans délai une liaison entre la gendarmerie, les membres de l'association organisatrice et les services de secours de telle sorte que l'épreuve puisse immédiatement être arrêtée en cas d'obstacle sur le circuit dû à un accident ou d'intrusion sur le parcours ou encore d'impossibilité de faire dégager sans délai des spectateurs qui s'installeraient dans des endroits dangereux.

Organisation des moyens de secours

L'organisateur met à disposition pendant toute la durée de la manifestation, un dispositif de moyens de secours en conformité avec les règles techniques et de sécurité (R.T.S.) de la F.F.M.

Dans l'éventualité où l'un de ces moyens est totalement indisponible momentanément, la course doit être interrompue jusqu'à son remplacement.

L'organisateur technique doit disposer de moyens de liaison lui permettant d'alerter sans délai les services d'incendie et de secours, le SAMU et la gendarmerie.

Avec l'aide des membres de l'association organisatrice, il veille à ce qu'un itinéraire d'évacuation sanitaire demeure en permanence libre de circulation.

Sécurité incendie

Chaque commissaire de course est muni d'un extincteur à poudre polyvalente. Des extincteurs supplémentaires, en nombre suffisant, sont répartis autour du circuit, sur le parc de stationnement, sur le parc des coureurs ainsi que sur la zone réservée au public. Ils peuvent soit être stockés, à proximité du poste de sécurité, dans un véhicule prêt à intervenir sur le site, soit être répartis de façon uniforme à raison d'un extincteur tous les cinquante mètres. Dans ce cas, ils doivent être accrochés à un élément fixe, visible, signalé et accessible à une hauteur de un mètre vingt maximum.

Des panneaux « FEU INTERDIT » sont implantés le long de la zone réservée au public et l'organisateur doit également rappeler que les barbecues sauvages sont interdits.

L'accès au massif forestier situé derrière le parc des pilotes doit être maintenu en permanence libre de circulation.

Sécurité générale

Avant le départ de chaque compétition, l'organisateur est tenu d'adresser une attestation aux services de la gendarmerie nationale indiquant que toutes les dispositions imposées dans l'arrêté préfectoral d'homologation ainsi que les règles techniques et de sécurité (R.T.S.) de la F.F.M. sont respectées.

Article 7 : Validité

L'homologation est délivrée pour quatre ans.

Cette autorisation est révocable à tout moment s'il apparaissait que l'exploitant ne respecte plus les conditions auxquelles l'homologation a été subordonnée. Les droits des tiers sont expressément réservés. La demande de renouvellement de cette homologation doit être adressée à la préfecture deux mois avant la date d'échéance.

Article 8 : Le directeur de cabinet du préfet de la Dordogne, le maire délégué de la commune de Milhac-d'Auberoche, le maire de Bassillac et Auberoche, le commandant du groupement de gendarmerie de la Dordogne, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne et notifié à l'association Milhac Moto-Club.

Périgueux, le 19/6/25
Pour la Préfète et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Pour la préfète et par délégation
le directeur de cabinet

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Dordogne et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr